

**Convention collective**

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)  
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,  
*Journal officiel* du 26 mars 1998)

---

**AVENANT N° 53 DU 2 JUILLET 2014**

NOR : AGRS1497316M  
IDCC : 8262

---

Entre :

La FRSEA de Bourgogne ;

La fédération des entrepreneurs des territoires de Bourgogne ;

La fédération CUMA de Bourgogne,

D'une part, et

L'UR CFDT de Bourgogne ;

L'UR CFE-CGC de Bourgogne ;

L'UR CGT-FO de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant fait suite à l'entrée en vigueur des dispositions légales concernant la portabilité des droits au titre de la prévoyance. Il s'agit en effet d'anticiper les conséquences financières de ces nouveaux droits sur les comptes du régime de complémentaire santé mis en place dans le cadre de la convention collective.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Révision des taux de cotisations à la complémentaire santé*

Le paragraphe 1 « Taux de cotisations et répartition » de l'article 7 « Cotisations » de l'annexe IV de la convention collective est remplacé par le suivant :

**« 1. Taux de cotisations et répartition**

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 4 est de 1,275 % pour le tarif "isolé" et de 3,05 % pour le tarif "famille". Ces taux sont définis en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale et répartis comme suit :

– 40 % de la part "isolé" à la charge de l'employeur, soit 0,51 % ;

- 60 % de la part “isolé” à la charge du salarié, soit 0,765 % ; s’y ajoute, le cas échéant, la totalité de la part “famille”, soit, dans ce cas, une cotisation totale pour le salarié de 2,54 %.

Si le salarié souhaite souscrire à l’option facultative prévue à l’article 4, les taux de cotisations sont les suivants :

- 1,54 % en tarif “isolé” ;
- 3,75 % en tarif “famille”.

Dans tous les cas, la participation de l’employeur demeure égale à 40 % de la part “isolé” du régime conventionnel, soit 0,51 %. »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

L’entrée en vigueur du présent avenant interviendra le 1<sup>er</sup> janvier 2015, sous réserve que son arrêté d’extension soit publié à cette date. A défaut, il entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de cette publication.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent l’extension du présent avenant, qui sera déposé auprès des services de l’unité territoriale de Côte-d’Or de la DIRECCTE de Bourgogne.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 2 juillet 2014.

(Suivent les signatures.)